



AMERIQUE/COLOMBIE - Conclusion de la 22ème session des négociations de paix, lents progrès et confiance

Bogotá (Agence Fides) – Hier, s'est conclue à La Havane la session n°22 des colloques de paix entre le gouvernement colombien et des représentants des FARC (forces armées révolutionnaires de Colombie). Le chef de la délégation gouvernementale, Humberto De la Calle, a demandé hier, 30 mars, à tous les candidats aux élections présidentielles de lire et d'étudier les documents concernant les accords jusqu'ici négociés de manière à offrir un « débat informé » sur le processus de paix. De la Calle a également souligné que le gouvernement a proposé que la « Commission de la vérité » de laquelle on parle dans le pays, commence à travailler « en tant que résultat de l'accord, à la fin du conflit ».

Selon les observations envoyées à Fides par une source locale, De la Calle a voulu mettre en évidence cet aspect parce que désormais il existe « deux amples rapports contenant les points les plus importants de l'accord » pour le « développement agricole global » et « la participation politique ».

Au début du cycle de négociations qui s'est achevé hier, les FARC avaient parlé de la « nécessité de créer une commission dans le but de déterminer l'origine et la vérité de l'histoire du conflit intérieur en Colombie ». De la Calle a affirmé que cette Commission devait être créée « seulement à la fin, après avoir stipulé un accord en vue de la résolution du conflit dans lequel doivent apparaître les accords concernant les sept points de l'ordre du jour ». Il a ajouté que « le gouvernement voit la vérité comme un véritable instrument concret pour la paix et non pas comme un instrument tactique pour les négociations ».

Alors que les différents partis politiques se préparent aux élections présidentielles du 25 mai prochain, les groupes sociaux et l'Eglise catholique voient d'une manière optimiste la création du Conseil national de la paix annoncée la semaine passée par le Président Santos en personne. L'organisme vise la signature définitive des accords de paix, y compris après les élections et ce quel qu'en soit le vainqueur.

Les négociations, qui se déroulent à Cuba, reprendront le 4 avril, et le prochain point à l'attention des négociateurs concernera le problème des drogues dans le pays. (CE) (Agence Fides 31/03/2014)